



LA DÉPÊCHE
DU MIDI

De la loi travail aux services publics de territoire



Au micro, Elsa Depouzier a engagé les manifestants à ne pas abandonner le combat.

Hier était une double journée du point de vue de la mobilisation syndicale locale.

En effet, à 17 heures avait lieu le rassemblement hebdomadaire contre la loi travail qui a rassemblé place Jean-Jaurès une centaine de manifestants, moins nombreux qu'aux rendez-vous précédents mais toujours déterminés à «ne rien lâcher jusqu'au retrait de la loi travail», quitte à utiliser l'Euro pour donner une résonance internationale à cette mobilisation.

à 18 heures, les syndicats et Attac avaient organisé une table ronde sur les services publics sur le territoire.

Devant une soixantaine de personnes, des militants CGT ont dressé un état des lieux des services publics du territoire. Tour d'horizon.

Hôpital. «Les regroupements hospitaliers de territoire qui sont en train de se mettre en place suivent une logique d'économies drastiques. Les établissements de Saint-Gaudens et Luchon vont se regrouper dans un groupement de 7 établissements de Haute-Garonne et de l'ouest du Tarn, avec comme centre le CHU de Toulouse. Nous craignons notamment que la mutualisation entraîne des pertes de lits et d'emplois», a indiqué Jean-Michel Bernoville.

La Poste. Pour Gilles Fourment, La Poste est un précurseur en matière de précarisation de l'emploi et de service public bradé. «En juin 2015, nous avons fait une grève de 11 jours et malgré l'accord de sortie de crise, le malaise est resté, et est aujourd'hui réactivé par le licenciement d'un collègue. Il faut savoir qu'il y a eu jusqu'à 13 CDD à Saint-Gaudens, lesquels multiplient les efforts en espérant une embauche qui en général ne vient pas.»

Fonction publique territoriale. «à travers les réformes des collectivités locales, l'état a changé en quatre ans tous les modes de fonctionnement. La conséquence va être plus d'impôts, moins de démocratie et moins de fonctionnaires territoriaux, donc de services», estime Jean-Louis Castera.

Trésorerie. «à Luchon, on est passés de 8 à 4 agents», a signalé Olivier Ducros avant de dresser le programme des fermetures programmées : L'Isle-en-Dodon en 2017, Aurignac et Aspet en 2018. «Celle de Saint-Béat paraît sauvée suite à la promesse de François Hollande lors des inondations, mais pour combien de temps», s'interroge-t-il.

Pendant le débat, l'assistance s'est demandé comment diffuser l'information et mobiliser, regrettant une certaine résignation. «Il est temps de se bouger», ont conclu public et intervenants.

Nelly Fualdes